

Madame DJAM DOUDOU DAOUDA

Magistrat Hors Hiérarchie, Conseiller à la Cour Suprême du Cameroun

Candidate au Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels des Nations Unies

Nom et prénoms : DJAM DOUDOU DAOUDA

Nationalité : Camerounaise

Date et lieu de naissance : née le 1^{er} mars 1958 à Maroua

Langues parlées et écrites : Français et Anglais

Adresse électronique : djamdoudoudaouda@yahoo.fr



Situation/Fonction actuelle : Magistrat Hors Hiérarchie et Chevalier de l'Ordre du Mérite et de la Valeur, j'occupe, depuis décembre 2014, le poste de Conseiller – Juge à la Cour Suprême du Cameroun. Depuis 2021, je préside également la Chambre de Contrôle de l'Instruction de la Section Spécialisée de cette haute juridiction. Ladite Section connaît des pourvois contre les ordonnances rendues par les Juges d'Instruction en matière de détournement de biens publics.

Principales actions professionnelles : La Cour Suprême est la plus haute juridiction en matière judiciaire, administrative et des comptes et se compose de 3 Chambres à savoir la Chambre Judiciaire, la Chambre Administrative et la Chambre des Comptes, lesquelles sont placées sous l'autorité du Premier Président au Siège et du Procureur Général au Parquet. La Chambre Judiciaire, où j'exerce, comprend plusieurs Sections statuant en matière civile, commerciale, pénale, sociale et de droit traditionnel. En ma qualité de Conseiller - Juge et Présidente de la Chambre de Contrôle de l'Instruction de la Section spécialisée de cette haute juridiction, j'instruis les dossiers de pourvoi, assiste aux conférences préparatoires et aux audiences.

Etudes : Actuellement en fin de cycle de Master 2 en Management des Organisations Publiques à l'Institut Supérieur de Management Public (ISMP) du Cameroun, je suis titulaire d'une Licence en droit privé obtenue en 1986 à l'Université de Yaoundé et d'un Diplôme de fin d'Etudes du cycle A Magistrature de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM). Ces études m'ont permis d'acquérir de solides connaissances en matière de droits économiques, sociaux et culturels.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels : J'ai participé à de nombreux Ateliers et autres formations organisés, pour certains avec le soutien des Agences de l'ONU, par le Ministère de la Justice du Cameroun sur les questions des droits économiques, sociaux et culturels. Par ailleurs, j'ai bénéficié de séminaires de formation dans plusieurs pays étrangers dont le Canada, le Sénégal, le Benin et l'Égypte. De plus, je suis, depuis 2019, Présidente – Fondatrice de l'association APOWRIN qui promeut les droits des femmes et des jeunes filles dans 3 Régions Septentrionales de mon pays. Davantage, pendant mes trente années d'expérience, dans les juridictions d'Instance, d'Appel et de Cassation, j'ai eu à rendre des décisions en matière civile, commerciale, pénale et de droit traditionnel conformément aux normes internes et aux instruments juridiques régionaux (africains) et internationaux.